

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2013

FEVRIER 2016

Directeur Général, Directeur de publication
Aboubacar Sédikh BEYE

Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales P.I.	Papa Ibrahima S. SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines P.I.	Djibril Oumar LY
Agent Comptable Particulier (ACP)	Yatma FALL
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale P.I.	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA Atoumane FALL, Abdoulaye Mamadou TALL, Ndeye Aida FAYE TALL, Jean Rodrigue MALOU, Bintou DIACK, Ramlatou DIALLO, Oumar DIOP, Abdoulaye FAYE, Adjibou Oppa BARRY, Ndeye Binta DIEME COLY, Saliou MBENGUE, Thiayédia NDIAYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Amadou FALL DIOUF
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouh DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOMUM et Maguette SARR
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Mamadou AMOUZOU
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Woudou DEME
13. TRANSPORT	Bocar KA
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Mamadou DAFPE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENHOR
19. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou Ngalgou KANE et Adama SECK
20. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO
22. CULTURE	Atoumane FALL

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

Le secteur économique du bâtiment et des travaux publics (BTP) regroupe toutes les activités de conception et de construction des bâtiments publics et privés, industriels ou non, et des infrastructures telles que les routes ou les canalisations. Il est l'un des premiers secteurs d'activités.

Les activités dans le secteur des BTP sont constituées de celles relatives aux matériaux de construction et de celles liées à la construction. Deux types de d'édifices caractérisent les réalisations dans le secteur. Il s'agit, d'une part, des « constructions de logement » qui servent généralement d'habitation et qui couvrent les villas, duplex, gratte-ciel, etc. , et, d'autre part, des « autres bâtiments et génie civil » qui concernent les constructions non résidentielles, les infrastructures de transport (routes, voies ferrées, ports, aéroports, etc.), les infrastructures urbaines (centres commerciaux, monuments, etc.), les constructions industrielles (usines, entrepôts, réservoirs, etc.) et hydrauliques (barrages, digues, etc.).

Les exigences des normes de construction constituent une contrainte d'entrée sur le marché pour beaucoup d'entreprises, ce qui a entraîné une structuration de l'offre autour d'une dizaine de grandes entreprises - qui s'affairent dans le gros-œuvre – ainsi que de petites structures assurant la sous-traitance et le second œuvre.

Des difficultés ont été rencontrées dans l'accès aux données détenues par les promoteurs publics et privés pour pouvoir renseigner sur le sous secteur de la construction de nouveaux logements en 2013. En revanche, la contribution du secteur des BTP

à la dynamique du marché du travail a été intégrée de manière à mieux refléter l'impact du secteur.

L'objectif de ce chapitre est de capter les évolutions dans le secteur des BTP durant l'année 2013. Il est subdivisé en cinq sections. La première traite des matériaux de construction, la deuxième fait le point sur les infrastructures routières et, enfin, la troisième section dresse la situation dans les domaines portuaires, aéroportuaires et ferroviaires. La quatrième partie porte sur les ouvrages d'art et, enfin, la dernière procède à une analyse économique des performances de la branche des BTP par rapport, d'abord, à sa contribution au marché du travail mais, aussi, par rapport à son évolution sur les cinq dernières années.

XV.1. LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Le ciment constitue un des principaux intrants pour l'activité de construction. Malgré un recul de ses ventes à l'extérieur, noté ces dernières années, il demeure une des principales sources de rentrée de devises au Sénégal (soit 82 milliards FCFA en 2013). Sa production s'est maintenue à un niveau quasiment stable en 2013, avec un taux de croissance de 0,4% contre 0,1% l'année précédente. Ceci contraste avec la phase d'expansion, notée entre 2009 et 2011, période au cours de laquelle elle a connu une augmentation moyenne annuelle de l'ordre de 15,4% (Tableau 13.1).

Le marché domestique reste la principale destination de cette production. La part des ventes locales dans la production, après avoir baissé sensiblement jusqu'à 53,3% en 2012, s'est redressée pour atteindre son niveau de 2010, soit 58,7%.

Quant aux exportations, leur part dans la production a reculé de plus de 8 points en 2013, passant de 45,9% à 37,3%, après une période de stabilisation relevée en 2012. Cette baisse du poids des exportations du ciment, est à mettre en relation avec la chute de la demande extérieure (maliennne, notamment) constatée en 2012.

Tableau 15.1 : Production et ventes de ciment (milliers de tonnes)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Production	3040,6	3084,7	3311,6	4076,8	4720,3	4723,1	4742,6
Ventes locales	2261,9	2254,8	2263,1	2395,3	2569,7	2519,5	2782,7
Ventes à l'export	769,1	825,8	1052,8	1669,2	2141,0	2168,1	1769,5

Source : ANSD

XV.2. LES INFRASTRUCTURES ROUTIERES

L'option du Sénégal de promouvoir un développement plus équilibré, tel que décliné dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), s'articule, notamment, autour de la promotion de terroirs et de pôles économiques viables dans le but de stimuler le potentiel de développement sur l'ensemble du territoire. Elle compte s'adosser aux projets structurants pour attirer les investissements étrangers. Dans ce cadre, le sous secteur des transports occupe une place centrale dans la mise sur pied d'infrastructures et de services de transport de qualité pouvant contribuer à l'éclosion de nouveaux pôles de développement.

L'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), chargée de la mise en œuvre de la politique générale en matière d'infrastructures routières, prévoit d'exécuter plusieurs projets routiers et autoroutiers et un programme national de construction de routes rurales, destinées à désenclaver les zones rurales et à faciliter l'accès des populations aux services sociaux de base. Plus précisément, il est question de l'exécution de tous les travaux de construction, de réhabilitation et d'entretien de routes, de ponts et autres ouvrages d'art ainsi que de la gestion du réseau routier classé.

Les réalisations de l'AGEROUTE, au titre de l'exercice 2013, ont porté sur 33 projets de construction et de réhabilitation de routes et de ponts dont quatorze (14) achevés et dix-neuf (19) encore en cours d'exécution en décembre 2013.

XV.2.1. LES TRAVAUX ACHEVES

Les projets bouclés en 2013 ont concerné un linéaire total de 253,2 km de routes revêtues, 10 Km de routes en terre et 1160 mètres linéaires de ponts pour un coût global de 107,8 milliards FCFA. Parmi ces projets, on peut distinguer quatre (04) ouvrages urbains et dix (10) interurbains.

➤ Les routes urbaines

Parmi les réalisations faites en zone urbaine, trois (03) sont localisées dans la région de Dakar et concernent le poste de contrôle de Diamniadio, les travaux d'entretien de la voirie de Keur Massar et, enfin, la connectivité de l'autoroute à péage/Rufisque d'une longueur de 18,2 Km. La région de Tambacounda arrive en deuxième position, avec les travaux d'aménagement d'un parking gros porteurs.

➤ Les routes interurbaines

Dans ce domaine, les projets entièrement bouclés ont porté sur 229 kms de routes, dont 10 Km en terre (tronçon Tivaouane Touba Toul Khombole).

Les deux sections de la route Linguère-Matam ont été également réceptionnées au cours de l'année 2013 : il s'agit des tronçons Boula-Ranérou-Patouki et Patouki-Ourossogui, longs de 55 kms et 41 kms, respectivement.. Dans ce même ordre, les travaux de construction et de bitumage de routes ont porté sur le tronçon Bambey-Niahkar (25 Km) et sur la route Tivaouane -Touba Toul – Khombole, d'une longueur de 37 kms.

➤ Les travaux de réhabilitation

Les travaux de remise en état et de réhabilitation de routes ont porté sur quatre projets d'une longueur totale de 61 kms, à savoir les travaux de remise en état de la RN1 entre Rufisque et Bargny, la réhabilitation des routes « Km50 »-Kayar, la route Cap Skiring-Djembering et la route Kafountine-Diouloulou.

XV.2.2. FINANCEMENT

Les projets achevés au courant de l'année 2013 ont mobilisé un financement d'un montant global de 107,8 milliards F CFA. L'Etat du Sénégal en a supporté plus de la moitié avec une enveloppe de 58,3 milliards F CFA, équivalente à 54% des coûts. Ces financements, inscrits dans le BCI, ont permis la réalisation des travaux de construction des trois (3) ponts de Matam, le bitumage de la route Fatick-Bambey (tronçon Bambey -Niakhar), la réparation pont Emile Badiane et la réhabilitation de la route « Km50 »-Kayar.

Dans le même chapitre, on a noté les concours de la Banque Islamique de Développement et du Fonds Koweïtien avec des financements respectifs de 16,0 milliards et de 13,0 milliards qui ont permis l'achèvement de la route Linguère-Matam.

Les autres apports proviennent du Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA avec 7,2 milliards), de la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD avec 8,5 milliards cofinancés avec l'Etat du Sénégal) et de la Banque Mondiale (3,6 milliards) et l'UEMOA (1,2 milliards) : ils viennent ainsi compléter la liste des partenaires du Sénégal en matière de construction et d'entretien de route, pour l'exercice 2013.

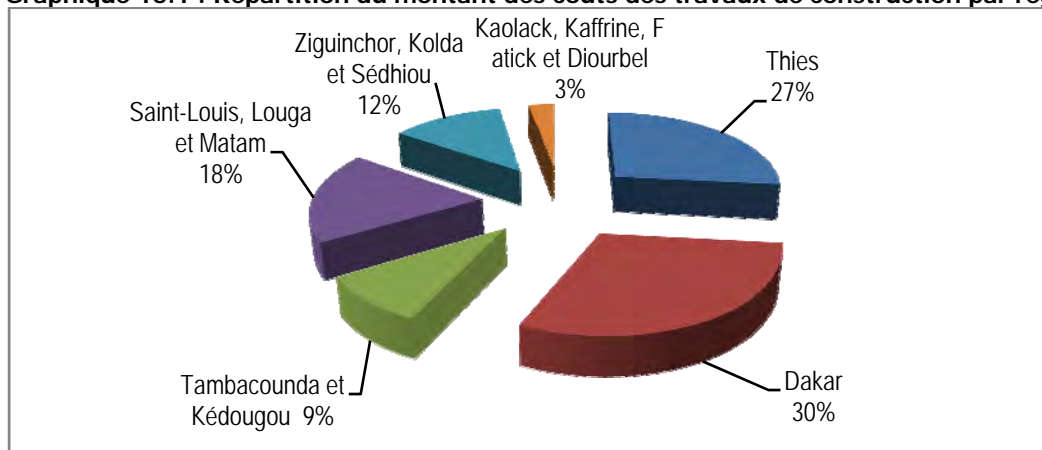
XV.2.3. LES TRAVAUX EN COURS

Les projets non achevés en 2013 sont au nombre de dix-neuf (19) . Leur coût estimatif s'est élevé à 168,1 milliards F CFA et a porté sur un linéaire de 324 km de routes revêtues, 1196 km de piste de désenclavement et 1470 mètres linéaires de ponts.

Les 19 projets ont trait aux travaux suivants :

- construction de l'Autoroute Aéroport International Blaise DIAGNE (AIBD) sur un linéaire de 62 km et du tronçon Touba-Tawfekh-Touba Rouf sur un linéaire de 18 km ;
- aménagement de la boucle du Blouf : section Thionck Essyl- Balinghor sur un linéaire de 28 km et du contournement de la ville de Madina-Gounass ;
- construction et aménagement de la VDN section 3 : tronçon Golf-Tivaouane y compris la bretelle d'accès au village de Tivaouane Peulh sur un linéaire de 17,2 km ;
- construction d'autoponts aux carrefours de Thiaroye-Keur Massar et des ponts de Fanaye, de Guéoul, de Halwar et de Kédougou ;
- remise en état de la Grande Niayes entre Rufisque et Lompoul à savoir : (i) le tronçon Rufisque-Bayakh sur un linéaire de 17,4 km, (ii) le tronçon Bayakh-Notto et le tronçon Diogo-Lompoul sur un linéaire de 46,27 km;
- construction des postes juxtaposés de Boundou Fourdou et de Moussala ;
- modernisation de la ville de Tivaouane : (i) aménagement de l'esplanade de la mosquée, (ii) aménagement et bitumage des voiries ;
- réhabilitation des routes (i) : Manda douane-Vélingara sur un linéaire de 37 km, (ii) Tambacounda-Dialacoto sur un linéaire de 65 km et (iii) Ourossogui-Matam sur un linéaire de 10 km;
- construction du Centre de Conférence Abdou DIOUF (CCAD).

Graphique 15.1 : Répartition du montant des coûts des travaux de construction par région en 2013



Source : AGEROUTE, calculs de l'ANSD

XV.2.4. SITUATION D'ENTRETIEN DES ROUTES

Le Programme d'Entretien Routier Annuel 2013 (PERA 2013), examiné et adopté, est estimé à 68 milliards FCFA.

Les travaux entrepris dans ce cadre ont permis de traiter 141 km de route revêtue et 183 km de route en terre en entretien courant (EC)⁴³, d'une part et, d'autre part, près de 1100 km de routes revêtues et 386 km de route en terre, en entretien périodique⁴⁴ (EP).

Graphique 15.2 : Photo route Tambacounda Dialocoto



XV.2.5. PROGRAMME DE CONSTRUCTION DES PISTES DE DESENCLAVEMENT

L'Etat du Sénégal a inscrit, dans ses orientations stratégiques, la réalisation de pistes de désenclavement au titre des investissements prioritaires et complémentaires des grands projets structurants initiés par le Gouvernement. Dans ce cadre, un programme d'urgence d'aménagement et de construction de 1196 Km de pistes de désenclavement a été mis en place. Ces routes rurales jouent un rôle essentiel dans le développement économique et social et facilitent l'accès des populations rurales aux services sociaux de base et la valorisation des ressources locales.

Les travaux concernent 12 régions du Sénégal et sont à des stades d'avancement variables. Les tronçons ci-après sont déjà achevés :

⁴³ L'entretien courant (EC) porte sur des actions de routine qui, en principe, devraient s'étendre sur toute l'année et dont le but est d'améliorer l'état de praticabilité de la route construite.

⁴⁴ Il s'agit d'un ensemble d'actions visant à corriger les dégradations auxquelles l'entretien courant ne peut faire face.

- l'axe Bandjikaky – Koubadio (64 Km) dans la région de Ziguinchor ;
- pour la région de Kolda, les tronçons :
 - o Saré Ndiaye – Madina El Hadji (5 Km),
 - o Coumbacara – Darou Rahmane (18 Km),
 - o CF D216 – Ndorna (7 Km) et Kabendou Wassadou – Frontière Guinée (25 Km) ;
- Keur Ngana – Kangarlo (6,5 Km) region de Dioubel:

XV.2.6. L'AUTOROUTE A PEAGE PIKINE – DIAMNIADIO

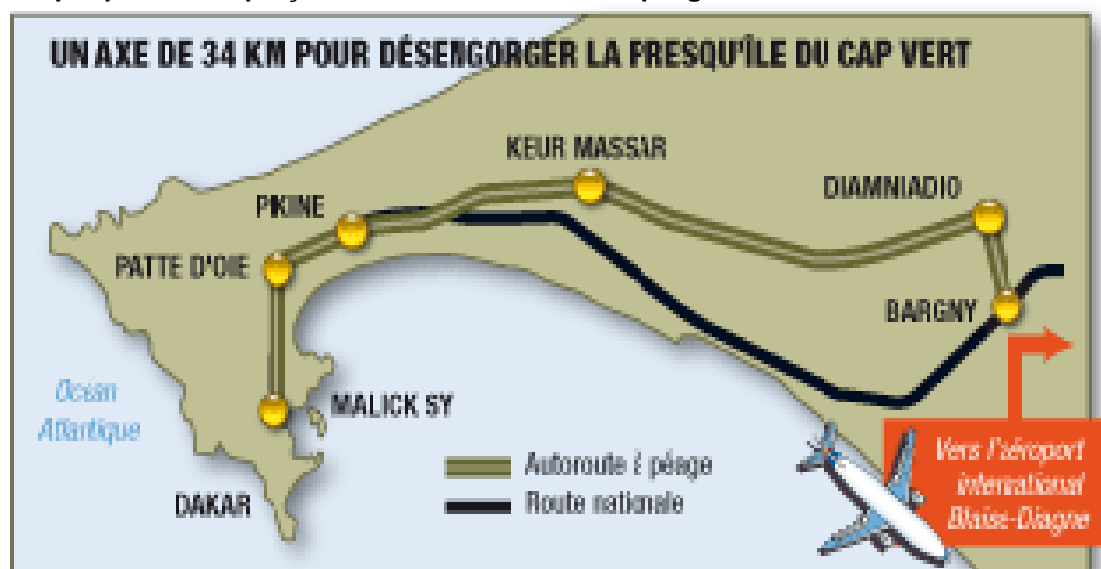
Il s'agit d'un tronçon de l'autoroute à péage Dakar–Diamniadio dont la maîtrise d'ouvrage déléguée est assurée par la société APIX SA. Ce projet entre dans la politique générale de mise à niveau des infrastructures de transport et d'amélioration de la mobilité urbaine.

En aout 2013, le tronçon Pikine-Diamniadio était achevé et mis en service. Les tronçons « Pikine-Thiaroye », et « Thiaroye-Diamniadio », sur des linéaires respectifs de 3,6 Km et 17,5 km ont été ouverts à la circulation automobile.

En plus de ces autoroutes, des diffuseurs, ouvrages d'art (Passages inférieurs et supérieurs), des ouvrages hydrauliques, des fossés, des passerelles, des gares de péage ont été également construits.

Ce projet est réalisé en partie, sur financement de l'Etat et, en partie, sur concours des bailleurs, comme la Banque Mondiale (BM), l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque Africaine de Développement (BAD).

Graphique 15.3 : Aperçu du tracé de l'autoroute à péage



En perspective, il est prévu de prolonger cette autoroute vers les villes de Thiès et de Mbour et de la raccorder à l'Aéroport International Blaise Diagne après 2013.

XV.3. LES INFRASTRUCTURES AEROPORTUAIRES, PORTUAIRES ET FERROVIAIRES

Les travaux de construction de l'Aéroport International Blaise-Diagne (AIBD) se sont poursuivis sur le site de Diass, à 45 km à l'est de Dakar. L'AIBD est construit sur un site de 4800 hectares. Il est financé sur un prêt d'environ 266 milliards Fcfa accordé par des institutions financières comme le Fonds Saoudien, la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Agence Française de Développement (AFD), etc. Pour rappel, la pose de la première pierre de l'infrastructure remonte au 4 avril 2007.

Graphique 15.4 : Vue des travaux de construction de l'AIBD



L'infrastructure aura une capacité d'accueil de 3 millions de passagers par an, avec une possibilité d'extension à 10 millions annuellement. De plus, il est attendu que la zone réservée au fret (8 600 m²) puisse traiter 50 000 tonnes de marchandises par an et que le nombre de mouvements des avions soit de 40 000. En ce qui concerne les bâtiments, l'aérogare principale compte 6 passerelles télescopiques comprenant deux étages, en plus d'une mezzanine de 42 000 m². LES OUVRAGES D'ART

Au cours de l'année 2013, sept (07) projets d'ouvrages d'art ont été engagés dont deux ont été complètement achevés ; il s'agit des travaux de construction des trois (03) ponts de Matam, pour une longueur totale de 520 mètres linéaires (ml) et de la réparation du pont Emile Badiane sur 640 ml.

La finalisation de ces deux projets a mobilisé un investissement d'un montant de 16,8 milliards FCFA dont 9 milliards affectés à la réalisation des ponts de Matam. Ils ont été entièrement financés par l'Etat du Sénégal dans le cadre du BCI.

Les projets en cours d'exécution sont au nombre de cinq (05) : ils permettront, à terme, de réaliser un linéaire de 1470 ml, avec un financement environ 30 milliards FCFA. Il s'agit de ces projets concernent :

- la construction de deux autoponts aux carrefours de Thiaroye et Keur Massar, dans la région de Dakar, réalisés à 55%;
- la construction de la VDN de Tivaouane Peulh ;
- la construction des ponts de Fanaye et de Gèole, dans la région de Saint Louis, réalisés à 60% ;
- la construction du pont de Halwar, dans la région de Saint Louis, réalisé à hauteur de 20% et
- la construction du pont de Kédougou, réalisé à hauteur de 25 %.

XV.4. CONTRIBUTION DU SECTEUR A LA DYNAMIQUE DU MARCHE DE TRAVAIL

En 2013, il a été enregistré auprès des inspections du travail, 286 ouvertures d'établissements dans la branche d'activités du BTP, ayant induit 1291 emplois nouveaux (DSTE, 2014). Sur un total de 1555 établissements ouverts et/ou réouverts, la contribution du secteur à la création d'entreprises formelles peut être ainsi estimée à de 18,% en 2013. Du point de vue de la création d'emplois aussi, son impact reste aussi appréciable. En outre, les établissements de ce secteur restent caractérisés par un potentiel de génération d'emplois parmi les plus élevés : chaque entreprise nouvelle dans ce secteur a produit en moyenne 4,5 emplois nouveaux, soit plus que la moyenne nationale dans ce domaine établie à 3,9 emplois nouveaux par établissement créé⁴⁵ en 2013, comme on peut le noter dans le tableau ci-après.

Tableau 15.2 : Bilan des ouvertures et réouvertures d'établissements dans le secteur des BTP par région

⁴⁵SENEGAL Rapport annuel des Statistiques du Travail 2013, DSTE, juillet -2014, .

Region	Établissements ouverts et/ou ré ouverts		Emploi générés ou induits		Ratio Emploi/Etabs
	Nbre	%	Nombre	%	
Dakar	145	50,7%	308	23,9%	2,1
Diourbel	14	4,9%	29	2,2%	2,1
Fatick	9	3,1%	32	2,5%	3,6
Kaffrine	4	1,4%	8	0,6%	2,0
Kaolack	14	4,9%	15	1,2%	1,1
Kédougou	1	0,3%	18	1,4%	18,0
Kolda	12	4,2%	50	3,9%	4,2
Louga	15	5,2%	29	2,2%	1,9
Matam	1	0,3%	1	0,1%	1,0
Sedhiou	3	1,0%	7	0,5%	2,3
St Louis	19	6,6%	432	33,5%	22,7
Tambacounda	7	2,4%	78	6,0%	11,1
Thiès	23	8,0%	223	17,3%	9,7
Ziguinchor	19	6,6%	61	4,7%	3,2
Total BTP	286	100,0%	1291	100,0%	4,5
Total général	1555		6099		3,9

Source : DSTE, 2014.

En moyenne, les établissements ouverts dans les régions de Saint-Louis, Kédougou, Tambacounda et Thiès ont fait état d'une plus haute intensité de création d'emplois, avec respectivement 23, 18, 11 et 10 emplois induits en moyenne par établissement ouvert ou ré-ouvert. Ce potentiel peut avoir été suscité par le développement de grands chantiers comme ceux du MCA dans les régions de Saint-Louis et de Kédougou. En retour, on a noté, ailleurs, une tendance au développement d'entreprises de petite taille (dans les régions de Dakar, Diourbel ou Kaolack, entre autres) ; ce qui dénote d'une certaine prudence qui tend à limiter le potentiel de recrutement du secteur des BTP dans les nouvelles créations.

Par contre, on peut noter une meilleure confiance dans l'environnement du secteur existant (en général) qui s'est traduite par un effort appréciable de création d'emplois dans les BTP, comme le montre le tableau suivant.

Comme on le constate du point de vue de la dynamique générale, les entreprises du secteur des BTP (qu'elles soient nouvelles ou anciennes) ont fait viser 5923 contrats de travail auprès des inspections du travail, soit 13,27% sur les 44.695 enregistrés entout dans ces structures. Avec une telle performance, le secteur s'est positionné au 3^{ème} rang comme pourvoyeur d'emplois formels après celui du Commerce de gros et de détail

Tableau 15.3 : Contrats de travail enregistrés dans le secteur du BTP et emplois générés, en 2013

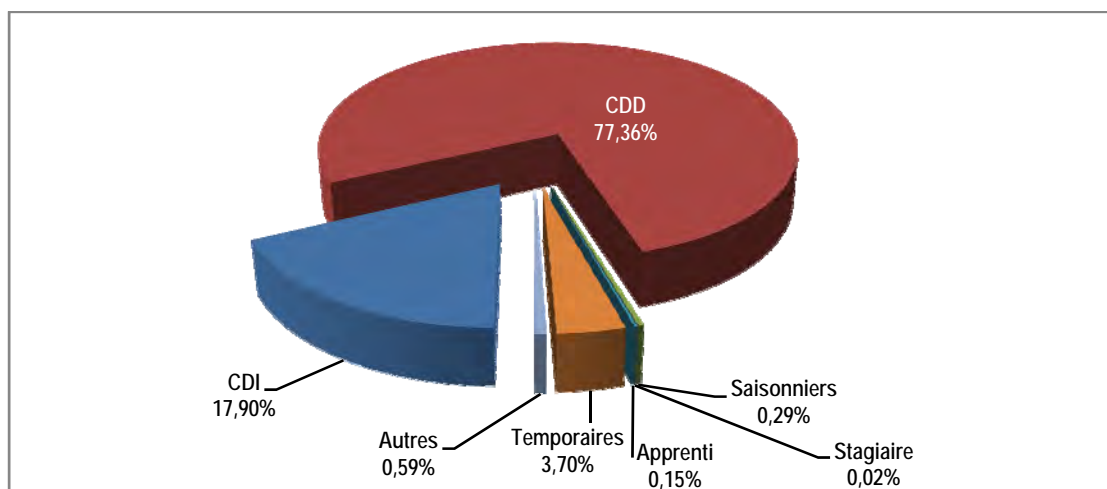
REGION	Etablissements		Contrats de travail visés	
	Nombre	%	Nombre	%
Dakar	43	25,7%	2198	37,1%
Diourbel	25	15,0%	662	11,2%
Fatick	6	3,6%	7	0,1%
Kaffrine	2	1,2%	5	0,1%
Kaolack	1	0,6%	17	0,3%
Kolda	18	10,8%	103	1,7%
Louga	22	13,2%	38	0,6%
Matam	4	2,4%	409	6,9%
Sedhiou	2	1,2%	4	0,1%
St Louis	44	26,3%	862	14,6%
Tambacounda	n.d.	0,0%	164	2,8%
Thies	n.d.	0,0%	1175	19,8%
Ziguinchor	n.d.	0,0%	279	4,7%
Total BTP	167		5.923	
Tous secteurs			44.695	

Source : DSTE (2014) : tableaux 3.02 et 3.05

(38,59%) et le secteur des professions agricoles et assimilées (13,42%).

La distribution de ces contrats de travailleurs par type (voir graphique ci-dessous) montre que plus de ¾ des contrats visés sont des contrats à durée déterminée (CDD) et le secteur du BTP a pu également offrir près de 18% de contrats de type CDI en 2013. On note, enfin et non des moindres, environ 4% de contrats de « travailleur temporaire » parmi le total visé.

Figure : Répartition du nombre de contrats visés par les établissements du BTP en 2013, par type (N=5923)



Source : DSTE (2014) : Rapport des statistiques du travail, édition 2013, Tableau 1.10, page 34.

Le secteur des BTP demeure, toutefois, un environnement qui comporte beaucoup de risques pour les travailleurs et où les accidents de travail sont récurrents. En 2013, sur 2246 déclarations d'accidents de travail reçues au niveau des agences de la Caisse de Sécurité sociale, on en a dénombré 369 qui se rapportaient à cette branche des BTP, soit 16% du total.

Avec un tel niveau, le secteur des BTP reste le 2^{ème} environnement le plus « *accidentogène* » en 2013, derrière le secteur des industries manufacturières qui en enregistre plus du double (soit 38,7% des accidents déclarés). Toutefois, la prévalence des accidents de travail dans le secteur des BTP s'est sensiblement atténuée par rapport à l'année 2012, année durant laquelle le secteur avait « comptabilisé » 21,7% des accidents de travail déclarés (DSTE, 2014, tableau 4.07, pp : 69). De plus, sur le nombre de déclarations reçues en 2013, seuls 7 accidents de travail se seraient traduits par une incapacité partielle ou permanente de travail (IPP) : ce qui traduit un faible niveau de gravité (moins de 2%).

En tout état de cause, les efforts méritent d'être poursuivis sur le plan de la santé et sécurité au travail pour y promouvoir des conditions de travail plus décentes et réduire les conflits de travail qui y sont importants, comme on peut le voir à par tir du tableau ci-après.

Tableau 15.4 : Répartition des conflits individuels survenus dans le secteur du BTP et montant des transactions négociées

Inspection	Dossiers soumis		Transactions financières (en milliers FCFA)		Moyenne versée (FCFA/conflit)
	Nombre	%	Montant versé	%	
Dakar	40	23,8%	17.999	33,2%	449.975
Diourbel	5	3,0%	27	0,0%	5.400
Fatick					
Kaffrine					
Kaolack	8	4,8%	618	1,1%	77.250
Kédougou					
Kolda	12	7,1%	12.665	23,3%	1.055.417
Louga	4	2,4%	226	0,4%	56.500
Matam	5	3,0%	165	0,3%	33.000
Sédhiou					
St Louis	12	7,1%	868	1,6%	72.333
Thiès	67	39,9%	20.644	38,0%	308.119
Ziguinchor	15	8,9%	1.060	2,0%	70.667
Zone Franche					
SENEGAL	168	100%	54.271	100%	323.042

Source : DSTE (2014) : tableaux 3.02 et 3.05

Ainsi, en 2013, le secteur des BTP a été traversé par quelques remous. Il y a été enregistré 168 conflits individuels opposants les travailleurs à leurs employeurs, soit près de 11% des différends totaux soumis à l'arbitrage des inspections du travail. La répartition des dossiers examinés par région révèle l'existence de foyers diversifiés, puisque 40% d'entre eux ont été reçus dans la région de Thiès, 24% dans la région de Dakar, 9% dans la région de Ziguinchor, 7% dans la région de Kolda et autant dans la région de Saint-Louis (DSTE, 2014, op. cit.).

Le traitement de ces dossiers a donné lieu à des transactions financières dont l'importance reste variable selon l'importance des travailleurs en conflits mais aussi selon la consistance des dossiers. Il ressort, en effet, de ce tableau que les montants tirés de ces transactions financières restent plus importants pour les travailleurs des régions de Thiès, Dakar et de Kolda.

XV.5. EVOLUTION DES PERFORMANCES ECONOMIQUES DES ACTIVITES DE LA CONSTRUCTION

L'évolution du secteur de la construction sur les cinq dernières années montre une relative instabilité marquée par un repli de la valeur ajoutée en 2008 et en 2009. Ces évolutions ont fait suite à la baisse des mises en chantier liée, d'une part, à la crise financière internationale et, d'autre part, aux difficultés nées des retards de paiements dus par l'Etat aux entreprises de BTP. La valeur ajoutée de la branche « construction » était repartie à la hausse entre 2010 et 2013, à l'exception d'une baisse notée en 2012 où elle s'est établie à 224 milliards, soit un repli de 1,0% par rapport au niveau de 2011.

En 2013, l'activité dans le secteur connaît une nouvelle embellie avec une croissance de 10,6% de sa valeur ajoutée qui s'établit à 248 milliards. Au cours de cette année, la construction représentait 4,6% du PIB réel et 23,3% de la valeur ajoutée en volume du secteur secondaire contre respectivement 4,3% et 22,6% l'année précédente. Ces performances du secteur s'expliquent, notamment par la hausse de 10,4% des ventes locales de ciment.

Tableau 15.5 : Evolution de la valeur ajoutée des activités de construction (milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
VA construction	211	210	200	210	227	224	248
Va secondaire	886	876	890	930	986	1018	1063
PIB	4413	4 575	4 686	4 886	4 966	5183	5386

Source : ANSD

Conclusion

En 2013, le secteur des BTP a encore stagné. La production de ciment s'est maintenue avec un taux de croissance de 0,4% contre 0,1% l'année précédente. Après une baisse de 2% en 2012, le marché domestique s'est redressé en 2013 avec un bond de cinq (05) points de la part des ventes locales sur la production.

Au plan des grands travaux, les projets bouclés en 2013 concernent un linéaire total de 253,2 km de routes revêtues, 10 Km de routes en terre et 1160 m de ponts pour un coût global de 107,8 milliards F CFA contre 235 Km de routes pour un montant de 109,7 milliards de F CFA en 2012. Par ailleurs, les travaux de construction de l'Aéroport International Blaise-Diagne (AIBD) se poursuivaient sur le site de Diass en fin 2013.

Il est important de noter qu'il existe un réel potentiel de croissance dans le secteur avec les grands chantiers en cours d'exécution ou de finalisation. Il s'agit notamment de l'autoroute à péage avec ses projets d'extension Diamniadio – AIBD - Thiès – Mbour, Thiès-Touba, des projets d'extension de la Voie de Dégagement Nord (VDN), du Centre de Conférence Abdou Diouf, etc.